

## DECISION DU PRESIDENT

Objet : Conventionnement Projet Educatif Territorial Plan Mercredi – demande de subvention auprès de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES)

Le Président de La Communauté de Communes du TERNOIS ;

VU le Débat d'Orientations Budgétaires 2022 ;

VU le vote du Budget Primitif 2022 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 13 avril 2022 autorisant le Président à demander des subventions pour l'ensemble des opérations votées au Budget Primitif 2022 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du 29 juin 2022 autorisant le Président à signer la convention de mise en place d'un Projet Educatif Territorial – Plan Mercredi ;

Par ces motifs :

### DECIDE

**ARTICLE 1** : De solliciter une subvention dans le cadre du Projet Educatif Territorial – Plan Mercredi auprès de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN) Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES).

**ARTICLE 2** : Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'une information lors d'un prochain Conseil communautaire et figurera au registre des décisions de la Collectivité.

**ARTICLE 3** : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée :

- au Comptable de la Collectivité ;
- à la Préfecture du Pas de Calais.

Fait à Herlin le Sec, le 19/09/2022

Le Président, Marc BRIDOUX



*Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit : - à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; - deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*